

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 12/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SNCF VOYAGEURS

71 RUE DES ATELIERS
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2025-562
Code AIOT : 0010000745

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement SNCF VOYAGEURS implanté 71 RUE DES ATELIERS 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS. L'inspection a été annoncée le 31/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNCF VOYAGEURS
- 71 RUE DES ATELIERS 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS
- Code AIOT : 0010000745
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site technicentre SNCF de Saint-Pierre-des-Corps réalise la rénovation des trains et de pièces de train (matériel électronique et pièces mécaniques).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réseaux d'eaux – plans	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Inondation - Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.4.5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie – besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie – entretien	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8	Demande d'action corrective	2 mois
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.6.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 31/07/2025, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Cessation d'activité - Mémoire de réhabilitation	Arrêté Ministériel du 31/07/2025, article R. 512-39-3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Inondation	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.3.6	Sans objet
3	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux d'eaux – plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs où tout autre dispositif permettant Un isolement avec la distribution alimentaire, ..)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Constats au 09/11/2022 : L'exploitant a présenté plusieurs plans : <ul style="list-style-type: none">• le plan des réseaux du site (réseau d'assainissement) daté du 08/12/2021 ;• le plan des réseaux du site (réseau d'assainissement) réalisé en interne, qui n'a pas été mis à jour récemment ;• le plan du réseau d'adduction d'eau. L'exploitant a expliqué que le réseau est incertain du à l'ancienneté du site. L'exploitant a indiqué qu'une étude est en cours (sous le nom de programme CEPIA) pour diagnostiquer les réseaux d'eaux humides du site. L'échéance de réalisation du plan mis à jour est prévue pour 2024, en accord avec les travaux de modifications du site relatif au projet 'schéma directeur 2' envisagés qui peuvent avoir un impact sur le réseau d'eau. En effet, lors de la visite d'inspection terrain, au niveau du déshuileur, l'inspection a constaté la présence d'un tuyau de canalisation provenant de l'extérieur du site et traversant la clôture pour pénétrer dans le sol du site ICPE. L'exploitant a indiqué oralement qu'il pense que la canalisation contient les eaux pluviales d'un axe routier à proximité du site et que cet effluent aqueux n'est pas traité par le déshuileur (informations à confirmer par l'exploitant et à indiquer sur le plan du réseau d'assainissement). Sur le plan du réseau d'adduction d'eau du site, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">• la présence de 2 arrivées d'eau, matérialisées par 2 compteurs (bureau administratif et activités industrielles) ;• la présence de disconnecteurs entre le réseau d'alimentation en eau potable et le réseau d'eau du site est à confirmer. Sur le plan du réseau d'assainissement d'eau du site daté de 2021, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">• la présence des réseaux d'eaux usées : eaux usées industrielles, eaux usées domestiques,

eaux pluviales et eaux des ovoïdes (collecte des eaux pluviales d'un autre technicentre ainsi que de la gare) ;

- la présence des équipements de traitement des eaux : la station d'épuration interne du site (matérialisée par un bâtiment carré), le déshuileur ;
- la présence d'une vanne en sortie de station d'épuration ;
- la présence d'un déshuileur.

Le déshuileur est indiqué par un schéma sur le plan mais la guillotine associée n'est pas représentée. Il convient de compléter le plan avec l'indication de la vanne située au niveau du déshuileur (guillotine). A noter, les indications des équipements de traitement des rejets aqueux et des vannes associées étaient présentes sur l'ancien plan des réseaux d'assainissement réalisé en interne.

L'exploitant doit compléter le plan du réseau d'assainissement du site pour y inclure l'ensemble des informations présentes dans ses différents plans et demandées dans l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral du 09/09/2008 dans un seul plan, notamment avec les annotations suivantes :

- l'indication de la station d'épuration (nom du bâtiment) ;
- l'indication de la présence de la guillotine sur le déshuileur ;
- le point de rejet des eaux traitées par la station d'épuration à la commune ;
- le point d'entrée des eaux en provenance de l'extérieur (autres sites, gare, etc) ;
- l'ensemble des canalisations souterraines du réseau d'eaux doit être indiqué.

L'exploitant doit préciser s'il existe une disconnexion entre le réseau d'eau potable de la commune et le réseau d'eau du site. Le cas échéant, l'exploitant complète le plan du réseau d'adduction du site.

Le plan du réseau d'assainissement est incomplet.

Constats au 05/08/2025 :

L'exploitant a transmis un plan général de l'évacuation des eaux usées, mis à jour en septembre 2022.

Le plan représente :

- le réseau d'eaux domestiques ;
- le réseau d'eaux usées ;
- le réseau d'eaux pluviales ;
- le réseau d'eaux "ovoïdes" ;
- le réseau d'eaux usées de la ville.

Depuis la dernière visite d'inspection, les mentions suivantes ont bien été ajoutées :

- la station d'épuration ;
- les canalisations souterraines.

Cependant, les mentions suivantes n'apparaissent toujours pas sur le plan :

- les deux vannes guillottes présentes au niveau du déshuileur ;
- La localisation des différents points de rejets, numérotés comme indiqué (de 1 à 4.2) dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/09/2008 ;
- les dispositifs de disconnexion ;
- le point d'entrée des eaux en provenance de l'extérieur (autres sites, gare, etc).

L'écart précédemment identifié est maintenu. Le plan des réseaux d'eau est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels
Prescription contrôlée : <p>Les installations doivent respecter les dispositions de l'article 2 du PPRI applicables aux biens et aux activités existantes qui exposent les mesures de prévention obligatoires à mettre en place par l'exploitant dans un délai de 5 ans après l'approbation du PPRI, c'est à dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> le stockage des substances et préparations dangereuses est prévu, soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues, les citernes non enterrées, recevant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des substances et préparations dangereuses, doivent être soit lestées ou fixées au sol à l'aide de dispositifs adéquats, soit situées au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues, les citernes enterrées doivent être ancrées afin de pouvoir résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues, les orifices de remplissage doivent être étanches et les débouchés des tuyaux d'évents devront se situer au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues.
Constats : <p>Constats au 09/11/2022 : Concernant l'aléa inondation, l'exploitant explique que 2 scénarios ont été identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> la rupture de digue, avec une hauteur d'eau pouvant atteindre 3m ; la remontée de nappe, avec une hauteur d'eau allant de 0 à 60cm. <p>La crue de référence date de 1856, pour une hauteur d'eau de 3m. L'exploitant a déclaré ne pas avoir recensés d'événements inondation sur le site.</p> <p>Dans le cas d'inondation, l'exploitant explique que les déchets sont récupérés et stockés dans des armoires. D'après l'exploitant, ces armoires sont fermées et scellées au sol.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que</p> <ul style="list-style-type: none"> les armoires destinées à recevoir les contenants de peinture sont fixées au sol. (Le contenu

desarmoires n'a pas pu être vérifié le jour de la visite car les armoires étaient fermées à l'aide d'un cadenas.)

- les armoires destinées à recevoir les déchets dangereux ne sont pas fixées au sol. L'exploitant explique que les armoires de déchets doivent être déplacées prochainement (semaine 46).
- le stockage d'oxygène est fixé au sol ;
- une cuve de propane est fixée au sol et l'autre cuve est fixé par 2 des 4 supports de la cuve. L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir une explication de la fixation partielle.
- les bouteilles de stockage d'acétylène sont conservées dans une cage grillagée. L'exploitant a indiqué qu'en cas d'inondation ces bouteilles seraient déplacées à l'aide de chariot vers le point le plus haut du site. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer le scénario qui pourrait avoir lieu si les bouteilles restaient sur site lors de l'épisode d'inondation et si elles subissaient des chocs entre elles. Les fiches réflexes de la procédures n'indiquent pas clairement si une action est à réaliser concernant les stockages d'acétylène, d'oxygène, de propane (coupure/fermeture des contenants ?, déplacement des bonbonnes mobiles ?, etc.).

L'inspection a constaté la présence de cuves de gaz à l'horizontal et à la vertical sur site, notamment l'oxygène et le propane. L'exploitant doit justifier que les débouchés des tuyaux d'événements sont situés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

Les armoires destinées à recevoir les déchets dangereux ne sont pas fixées au sol. L'exploitant justifie que la fixation partielle (2 des 4 supports) d'une des 2 cuves de propane est suffisante pour garantir l'absence de risque dans le cas d'une inondation. L'exploitant n'est pas en capacité de déterminer l'action nécessaire à réaliser au niveau du stockage d'acétylène qui permet de garantir l'absence de risque en cas d'inondation (déplacer le stockage ou fixer/lester le stockage). L'exploitant doit justifier que les débouchés des tuyaux d'événements sont situés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

Constats au 05/08/2025 :

Le jour de l'inspection, seule les non-conformités issues de la précédente visites ont été passées en revue.

L'exploitant indique que les 2 scénarios identifiés sont toujours les mêmes, à savoir :

- la rupture de digue, avec une hauteur d'eau pouvant atteindre 3m ;
- la remontée de nappe, avec une hauteur d'eau allant de 0 à 60cm.

Le jour de l'inspection :

- les armoires destinées à recevoir les déchets dangereux ont été fixés au sol ;
- les deux cuves de propane ont été évacués en 2024 ;
- l'exploitant n'utilise et ne stocke plus d'acétylène depuis la déconstruction du bâtiment MTC (cf. point de contrôle cessation d'activité).

Les écarts précédemment identifiés sont levés. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels

Prescription contrôlée :

Sur la base des éléments de son étude d'impact et de son étude de dangers, l'exploitant établit une procédure qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution. Ce document est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques, ainsi que de l'évolution de la sensibilité du milieu.

Constats :

Constats au 09/11/2022 :

L'analyse de la procédure de maîtrise du risque inondation montre :

- l'absence de la période de fin de l'alerte dans le système d'alerte présent en annexes 1 et 2 de la procédure ;
- l'absence d'indication du temps de gestion de crise (information qui n'a pas été confortée par un exercice pratique sur le risque inondation) ;
- l'absence de distinction des actions à mener en heures ouvrées et en heures non ouvrées ;
- l'absence de la description des actions à mener pendant la phase de contrôle/maintenance avant le redémarrage de l'activité ;
- l'absence d'indication concernant la remise en état du site suite à l'inondation (dépollution, traitement post inondation).

L'exploitant doit confirmer et le cas échéant modifier ou compléter sa procédure de maîtrise du risque inondation par l'ajout de ces informations.

Par ailleurs, l'exploitant doit vérifier que le diagnostic de la vulnérabilité et la procédure interne sur la maîtrise du risque qui en découle, prennent en compte les éléments présents dans la dernière version du PPRI - Val de Tours-Val de Luynes, daté de juillet 2016.

L'exploitant a présenté une procédure interne intitulée 'Maîtrise du risque inondation sur le site du chantier central du Technicentre de Saint-Pierre-des-Corps', datée du 01/02/2019. La procédure comprend plusieurs fiches réflexes pour la conduite à tenir par unité ou par secteur d'activité.

L'exploitant a indiqué que la procédure est en cours de révision sur la partie des fiches réflexes. L'exploitant a déclaré ne pas avoir de procédure POI pour le site inspecté. Le risque associé à l'inondation avait été étudié brièvement par l'exploitant dans son étude de danger, datée de 2006. Une étude plus complète intitulée 'Diagnostic de réduction de la vulnérabilité aux inondations des activités économiques sur le bassin de la Loire et de ses affluents' a été rédigée en 2015. Le PPRI Val de Tours-Val de Luynes a été renouvelé en juillet 2016. L'exploitant doit vérifier que le diagnostic de la vulnérabilité et la procédure interne sur la maîtrise du risque qui en découle, prennent en compte les éléments présents dans la dernière version du PPRI.

L'exploitant a considéré toute son installation ICPE et a recensé les équipements industriels vulnérables en considérant tout élément stratégique pour redémarrer l'installation assez rapidement (priorisation, économique, obsolescence). La priorisation des équipements à protéger est faite selon les données économiques, l'obsolescence et si des équipements (par exemple matériels électroniques) sont indispensables au redémarrage de l'activité pour la réparation des trains.

L'exploitant a déclaré que la détection de l'aléa se fait via l'alerte de la DREAL/préfecture. Aucune alerte n'est prévue avec la commune à la connaissance de l'exploitant mais l'exploitant explique

qu'une cellule d'astreinte de crise existe au niveau régional. L'exploitant suit l'évolution de la montée des eaux via le site vigicrues et l'évolution de la montée au niveau du pont Mirabeau. Par ailleurs, l'exploitant a cartographié son site avec l'impact des eaux selon la montée des eaux, il est en capacité d'identifier le point le plus bas du site.

L'exploitant a mis en place sur le site une organisation sous forme de fiches réflexes pour gérer la crise afin d'assurer la sécurité de ses installations. L'exploitant a estimé un temps nécessaire de 24h (en heures ouvrées) pour mettre en place ces mesures. Ce temps estimé n'a pas été confirmé par un exercice de mise en situation. En dehors des heures ouvrées, l'exploitant explique qu'une astreinte est en place et pourra intervenir pour réaliser à minima les actions suivantes : les coupures des énergies, la fermeture des vannes, l'arrêt des activités. Toutefois, l'évacuation du stock de peinture vers un autre site ne pourrait avoir lieu en dehors des heures ouvrées. L'exploitant a défini un système d'alerte interne en fonction des hauteurs d'eaux : être vigilant, se préparer, mettre à l'abri et évacuer sur décision

Constats au 05/08/2025 :

L'exploitant a présenté sa procédure "Maîtrise du risque inondation sur le site du chantier central du technicentre de Saint-Pierre-des-Corps", mise à jour en septembre 2023 (suite à la dernière visite d'inspection).

Cette procédure s'appuie sur la dernière révision du PPRI Val de Tours - Val de Luynes (LOIRE) du 18 juillet 2016.

L'analyse de la procédure de maîtrise du risque inondation montre :

- Concernant la fin de l'alerte : l'annexe 15 précise la procédure de reprise de l'activité après inondation. Cette procédure précise les actions à réaliser, le délai estimé et le nombre d'agents concernés pour chacune d'entre elles ;
- Des indications de temps de gestion de crise ont été ajoutées, bien que ce ne soit pas complet (pas d'indication dans les procédures de suppression des risques de pollution, de coupure des énergies, ou de mise à l'abri des outillages). Aucun exercice n'a été mené de manière à ajuster l'estimation des temps de gestion ;
- Les indications concernant les descriptions des actions à mener pendant la phase de contrôle/maintenance avant le redémarrage de l'activité

Les écarts précédemment identifiés sont levés. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Inondation - Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Constats :

Constats au 09/11/2022 :

Le personnel est partiellement formé à mettre en place les mesures organisationnelles en cas d'inondation. L'exploitant doit transmettre les justificatifs :

- de la formation des opérateurs sur la conduite à tenir en cas d'inondation (fiches réflexes) ;
- de la réalisation d'un exercice pour prévenir le risque inondation.

Concernant la formation du personnel, un des employés était en capacité de montrer/expliquer la coupure de gaz du site (appel du numéro vert indiqué sur la porte du poste d'arrivée de gaz) mais n'était pas en capacité d'indiquer si une opération de déplacement était nécessaire pour le stockage d'acétylène en cas de crise inondation.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le site possède sa propre alimentation électrique, via 4 postes. Pour réaliser la coupure de l'électricité, l'exploitant indique qu'il faut appeler la gestion de crise départementale.

L'exploitant a déclaré qu'un point sur les fiches réflexes de la procédure avec les différentes unités concernées est planifié pour le second trimestre de l'année 2023. L'exploitant a déclaré qu'aucun exercice inondation n'a été réalisé pour le moment.

Pas d'écart constaté sur la formation de la disconnexion entre le réseau d'eau du site et le milieu extérieur.

La formation sur la mise en œuvre des moyens d'intervention n'a pas été abordée lors de la visite 2022.

Constats au 05/08/2025 :

L'exploitant indique qu'une formation a été réalisée en 2025. Cette formation a été réalisée à l'aide des fiches réflexes, et sous forme de crise. Les services à destination de cette formation était la cellule de crise, et le comité de direction. La cellule de crise était représentée par les services logistique, QSE ou encore installations et outillages.

L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice en tant que tel. Le personnel est partiellement formé à mettre en place les mesures organisationnelles en cas d'inondation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée par un château d'eau de 1000m³ alimentant les 9 poteaux d'incendie internes au site (avec réalimentation permanente par le réseau d'eau public),
- 9 poteaux d'incendie internes au site munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours d'un débit de 60m³/h unitaire sous un bar de pression. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés (à minima 21);

Constats :

Constats au 09/11/2022 :

L'accès à un des branchements au niveau du château d'eau n'était pas accessible.

L'exploitant ne dispose pas du nombre minimal de RIA requis sur site (18/21 contrôlés).

L'exploitant ne dispose pas du nombre minimal de Poteaux incendie requis sur site (8/12 contrôlés) - cf. Point de contrôle n°8.

L'exploitant ne dispose pas d'extincteurs suffisants en nombre (3 extincteurs à ajouter).

Lors de la visite du site, l'inspection a vu par sondage :

- 1 RIA n°529, marqué d'un étiquetage indiquant un contrôle en juillet 2022,
- 3 Poteaux incendie n°195, n°643 et n°644 protégés et accessibles,
- 1 extincteur contrôlé en juin 2022.

L'accès à un des branchements au niveau du château d'eau n'était pas bien dégagé. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que seulement 19 des 22 RIA ont fait l'objet d'une vérification annuelle. Le rapport de vérification indique qu'un des 19 RIA est inexistant, soit un total de 18 RIA disponibles sur site et contrôlés. L'exploitant indique que l'organisme de contrôle a déclaré ne pas avoir trouvé 3 RIA. L'exploitant a déclaré qu'ils sont présents mais peu visibles.

L'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer que le volume minimal du bassin de confinement des eaux d'extinctions est suffisant. (cf point de contrôle n°9)

Constats au 05/08/2025 :

Le dernier contrôle périodique concernant les poteaux incendie a été effectué le 24/07/2025 par la société Uxello. Ce contrôle recense 15 poteaux incendie. Sur les 15 poteaux, 2 d'entre eux n'ont pas pu être vérifiés car la zone dans laquelle ils se situent était en travaux le jour de l'intervention. Cependant, les 13 autres poteaux incendie contrôlés sont tous conformes. L'exploitant dispose du nombre minimal de poteaux incendie requis sur site (13/12).

Cependant, lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le nombre de poteaux incendie et leurs emplacements.

Le dernier contrôle périodique concernant les RIA a été effectué le 19/07/2025 par la société Uxello.

Ce contrôle recense :

- 7 RIA dans le bâtiment P
- 2 RIA dans le bâtiment Pu
- 5 RIA dans le bâtiment S
- 7 RIA dans le bâtiment MTC

Soit un total de 21 RIA contrôlés en 2025.

Cependant, lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les RIA se trouvaient dans 6 bâtiments. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer avec précision son nombre de RIA et leurs emplacements.

Le dernier contrôle des extincteurs a été effectué le 19/12/2024 par la société Desautel. Ce contrôle recense 409 extincteurs.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le château d'eau n'était rempli que de 724m³ d'eau.

L'exploitant ne dispose pas d'une réserve d'eau constituée par un château d'eau de 1000m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendies

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. En particulier, la vérification du débit délivré par les poteaux incendie visés à l'article 7.6.3 est à minima annuelle. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Arrêté Préfectoral du 09/09/2009, 7.6.3

[...]

L'exploitant complète son dispositif dans un délai de 6 mois, afin d'assurer sur le réseau un débit de 60m³/h sous un bar de pression sur trois poteaux débitant en simultané (3x60m³/h).

[...]

Constats :

Constats au 09/11/2022 :

L'ensemble des équipements n'est pas maintenu en bon état et accessible :

- l'exploitant doit justifier que tous les RIA sont fonctionnels ;
- l'exploitant doit préciser les mesures des poteaux incendie sur 3 poteaux débitant en simultané.

L'exploitant a transmis par courriel du 14/11/2022 les rapports de vérifications suivants :

- RIA : Une vérification a été réalisée le 18/07/2022 par l'organisme UXELLO. Le rapport indique que 3 RIA sont à remplacer (n° 002140288, n°002241834 et n°002241836), 2 diffuseurs de RIA sont à remplacer (n°002241816 et n°002241818), 1 RIA est inexistant (n°002241923), 1 RIA était inaccessible (n°002140315), 1 RIA fuyard à surveiller (n°002241840). Au total 19 RIA ont été contrôlés sur site (dont un inexistant) alors que l'arrêté préfectoral indique qu'à minima 21 RIA doivent être disponibles sur le site. L'exploitant a déclaré avoir fait une demande auprès de son prestataire.
- PI : Une vérification a été réalisée le 18/07/2022 par l'organisme UXELLO. Un des rapports ne comporte pas la date de l'intervention. Les rapports indiquent que 4 poteaux incendie n'ont pas été trouvés. Les pressions des poteaux incendie mesurées sont supérieures à 60m³/h sous une pression de 1 bar. Toutefois, les rapports n'indiquent pas si ces pressions sont mesurées avec 3 poteaux incendie simultanément. Au total, 8 poteaux incendie sur 12 ont fait l'objet d'une vérification.
- Extincteurs : Une vérification a été réalisée le 26/07/2022 par l'organisme DESAUTEL. Le rapport d'intervention a pour référence 03328352-001. Le rapport comporte une liste des opérations réalisées et des pièces remplacées. Le rapport précise que le parc doit être complété par l'ajout de 3 extincteurs.

Constats au 05/08/2025 :

L'exploitant a transmis les rapports de vérification suivants :

- RIA : une vérification a été réalisée le 24/07/2025 par la société Uxello. Sur les 21 RIA contrôlés, 8 présentent au moins une non-conformité. Pour l'ensemble des bâtiments contrôlés, l'observation suivante est indiquée : "Les débits en régime d'écoulement sont insuffisants, le débit requis minimal en bout de lance ne doit jamais être inférieur à 2 bars.". Les rapports précisent également que 2 RIA sont à remplacer, 5 vannes de barrages sont absentes, deux lances sont à remplacer, et un RIA n'était pas accessible en raison de travaux.
- PI : Une vérification a été réalisée le 24/07/2025 par l'organisme UXELLO. Le rapport précise que les PI n°2242037 et n° 2241015 n'ont pu être testés car la zone est en travaux. Les 10 autres PI contrôlés sont tous conformes. L'exploitant a également transmis un relevé de débit en simultané sur 3 PI, mesuré à 247m³/h.
- Extincteurs : une vérification a été réalisée le 19/12/2024 par la société Desautel. Le rapport précise que 409 extincteurs ont été contrôlés, et comporte une liste des opérations réalisées et des pièces remplacées.

L'ensemble des équipements n'est pas maintenu en bon état et accessible :

- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que tous les RIA sont fonctionnels et accessibles ;

- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que tous les PI sont fonctionnels et accessibles .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) assurent un confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 650 m³ disponible en toutes circonstances avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

Constats au 09/11/2022 :

L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier que le bassin de confinement, qui collecte également des eaux pluviales, dispose en tout temps d'une capacité minimale de 650m³ pour recevoir les eaux en cas d'accident. L'exploitant a déclaré que lors d'un incendie, l'ensemble des eaux polluées serait collecté dans le bassin de confinement, situé à proximité du déshuileur.

Lors de la visite, ce bassin n'était pas visible car enterré. L'exploitant n'a pas été en capacité de prouver que le bassin de confinement, qui collecte également des eaux pluviales, dispose d'une capacité minimale pour recevoir les eaux en cas d'accident.

Constats au 05/08/2025 :

L'exploitant a transmis un plan des réseaux. Il a indiqué en légende, que le bassin situé au niveau du déshuileur a une capacité de 310m³, et que le réseau des eaux pluviales ovoïdes du site a une capacité de 3 140m³.

Cependant, le schéma fourni par l'exploitant ne permet pas de justifier qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction iraient systématiquement et complètement au sein de ce réseau pluviales ovoïdes et ne s'infiltreraient pas dans le sol et/ou seraient bien confinées au sein du site.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'en cas d'incendie, l'ensemble des eaux d'extinction serait confiné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendies
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]
Constats : L'exploitant a transmis l'ensemble de ses rapports de vérification périodique d'installation électrique (environ une trentaine), réalisés par SOCOTEC en mai 2025. Deux bâtiments présentent un risque d'incendie et/ou d'explosion : le bâtiment N 224, et la bâtiment N 228 (grenailleuse). Aucun document ne permet d'identifier à quel bâtiment le N 224 correspond. L'exploitant a précisé que la conformité des installations électriques est suivie par la DITCO (direction immobilière territoriale centre ouest), qui transmet à l'exploitant sur le site le tableau de suivi de mise en conformité. Un logiciel interne permet de suivre les mises en conformité par bâtiment. Les bâtiments N 224 et N 228 présentent un risque d'incendie et/ou d'explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/07/2025, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant

notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

L'exploitant a transmis le 18 mars 2025 un dossier de porter à connaissance concernant les bâtiments lavages et désamiantages. Le tableau de classement ICPE en incluant le projet indique, entre autre, les cessations d'activités suivantes :

- 4719 : stockage ou emploi d'acétylène, cessation d'activité initié en 2024
- 2564.1a : nettoyage, dégraissage, décapage avec oranohalogénés ou solvants organiques : le technicentre ne met plus en oeuvre de produit fortement solvanté ou non hydrosoluble
- 2566.1a : décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique (four à lit de sable) : cessation d'activité initiée en 2024.

L'exploitant n'a transmis qu'un courriel à l'inspection concernant la notification de cessation d'activité de son activité "Four à lit de sable". L'exploitant n'a pas précisé les bâtiments impactés. L'exploitant n'a pas notifié au préfet l'arrêt de ses activités au titre des rubriques 2564 et 2566. L'exploitant n'a pas fait réaliser d'attestation de mise en sécurité suite aux cessations d'activité au titre des rubriques 4719; 2564 et 2566.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/07/2025, article R. 512-39-3
Thème(s) : Risques accidentels, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>(...)</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis le 18 mars 2025 un dossier de porter à connaissance concernant les bâtiments lavages et désamiantages. Le tableau de classement ICPE en incluant le projet indique, entre autre, les cessations d'activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4719 : stockage ou emploi d'acétylène, cessation d'activité initié en 2024 • 2564.1a : nettoyage, dégraissage, décapage avec organohalogénés ou solvants organiques : le technicentre ne met plus en œuvre de produit fortement solvanté ou non hydrosoluble • 2566.1a : décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique (four à lit de sable) : cessation d'activité initiée en 2024. <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés, suite aux cessations d'activités au titre des rubriques 4719, 2564 et 2566.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois